

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 MARS 1928

Projet de loi

relatif à l'exécution en Belgique des décisions des juridictions instituées par la Convention de Mannheim, du 17 octobre 1868, modifiée et rendue commune à la Belgique par la partie XII du Traité de Versailles du 28 juin 1919

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSEURS,

I.

La navigation sur le Rhin est réglée par la Convention de Mannheim.

Cette convention, qui porte la date du 17 octobre 1868, est intervenue entre : la Prusse, le Grand Duché de Bade, la Bavière, la France, le Grand Duché de Hesse et les Pays-Bas.

Elle établit, notamment, des tribunaux spéciaux dans des localités situées sur le Rhin ou à proximité du fleuve (art. 38).

Ces tribunaux jugent, en matière pénale, les contraventions aux prescriptions relatives à la navigation et à la police fluviale et, en matière civile, prononcent sommairement sur les contestations relatives :

- a) au paiement et à la quotité des droits de pilotage, de grue, de balance, de port et de quai ;
- b) aux entraves que des particuliers auraient mises à l'usage des chemins de halage ;
- c) aux dommages causés par les bateliers ou les floteurs pendant le voyage ou en abordant ;
- d) aux plaintes portées contre les propriétaires des chevaux de trait, employés à la remonte des bateaux, pour dommages causés aux biens-fonds (art. 34).

Les articles 35 et suivants règlent le ressort et la forme de la procédure. L'appel est porté devant un tribunal supérieur (art. 37) organisé dans chaque Etat riverain (art. 38) ou devant une commission centrale (art. 43).

« Chacun des Etats riverains, dit cet article, délèguera un commissaire pour prendre part à des conférences communes sur les affaires de la navigation du Rhin. — Ces commissaires formeront la *commission centrale* ».

Enfin, aux termes de l'article 40 : « les décisions des tribunaux pour la navigation du Rhin, dans chacun des Etats riverains, seront exécutoires dans tous les autres Etats, en observant les formes prescrites par les lois du pays où elles seront exécutées... »

II.

Le Traité de Versailles (28 juin 1919, loi belge du 15 septembre 1919, *Moniteur belge* du 7 mars 1920) a-t-il modifié cette situation ?

Le principe de droit civil, que les conventions ne lient que les contractants, est applicable en droit des gens. Mais un traité peut, par suite de diverses circonstances, devenir applicable à des Etats avec lesquels il n'a pas été originai-
rement conclu. (Voir *Répertoire Dalloz*, V^o, Traité international, n^{os} 125 à 135 et supplément n^{os} 12 et 13).

Quelle est, au point de vue spécial qui nous occupe, l'économie du Traité de Versailles ?

La partie XII du traité, intitulée *Ports, Voies d'Eau et Voies ferrées*, formule, à propos de l'Elbe, de l'Oder, du Niémen et du Danube, déclarés fleuves internationaux (art. 333), un régime contenu dans les articles 332 à 337.

« Le régime formulé dans les articles 332 à 337 ci-dessus, dit l'article 338, sera remplacé par celui qui sera institué dans une convention générale à établir par les Puissances alliées et associées et approuvée par la Société des Nations relativement aux voies navigables dont ladite convention reconnaîtrait le caractère international. »

Quant au Rhin, la Convention de Mannheim continue à régler sa navigation dans les conditions fixées par les articles 354 et suivants du Traité de Versailles.

Quand la convention générale visée à l'article 338 sera établie, elle s'appliquera au Rhin et prévaudra (art. 354).

En attendant, dans le délai de six mois, à partir de la mise en vigueur du Traité de Versailles, la Commission centrale, créée par le Traité de Mannheim, établira le projet de révision de celle-ci, d'accord avec la convention générale, si elle est déjà intervenue, et qui sera soumis aux Puissances représentées à la Commission centrale.

Puis, le Traité de Versailles apporte déjà, lui-même, des modifications à la Convention de Mannheim.

Or, parmi ces modifications (art. 355 à 362) l'article 355 déclare que la Commission centrale, prévue par l'article 43 de la Convention de Mannheim, comprendra désormais dix-neuf membres, parmi lesquels la Belgique aura deux représentants.

Et l'on sait que cette commission a des fonctions capitales, puisqu'elle s'occupe, en général, des « affaires de la navigation du Rhin » et qu'elle a des fonctions judiciaires, pouvant être éventuellement juge d'appel.

Le Traité de Versailles range aussi, parmi les modifications qu'il apporte immédiatement à la Convention de Mannheim, le droit pour la Belgique, durant vingt-cinq années à partir de la mise en vigueur du traité, de créer une voie navigable à grande section Rhin-Meuse, à la hauteur de Ruhrort.

A partir du moment où les dispositions du Traité de Versailles sont devenues loi belge, la Belgique est donc partie à la Convention de Mannheim, ce qui implique que les mots *Etats riverains* de l'article 40 de cette convention doivent s'interpréter dans le sens d'*Etats signataires* ou d'*Etats représentés à la Commission centrale*.

III.

Cette solution étant admise, il s'agit d'examiner quelles sont les dispositions à prendre pour que les décisions des tribunaux rhénans soient rendues applicables en Belgique.

Ces dispositions doivent faire l'objet d'une loi. C'est une loi seule qui peut proclamer la force exécutoire, en Belgique, de décisions étrangères et régler les conditions de l'octroi de cette force exécutoire.

La loi proposée s'inspire du texte de l'article 10 de la loi du 23 mars 1876 et des articles 11 et 12 de la Convention franco-belge du 8 juillet 1909, approuvée par la loi du 31 mars 1900.

En effet, il s'agit bien dans la loi à faire, comme dans les dispositions de la loi de 1876 et de la convention de 1909, de régler la force exécutoire en Belgique de décisions émanées de juridictions autres que nos juridictions nationales, mais qui bénéficient de la confiance que la Belgique, par le traité même, a manifestée à leur égard.

En conséquence, l'octroi à ces décisions de l'autorité de la chose jugée et de la force exécutoire en Belgique, ne doit être subordonné qu'à la réunion des cinq conditions énumérées dans les articles 10 de la loi de 1876 et 11 de la convention de 1909, et que l'article 1^{er} proposé reprend *mutatis mutandis*.

S'il s'agit de l'exequatur d'une décision pénale, une condition de plus doit être exigée,

En matière civile, la demande d'exequatur est soumise, indépendamment de la prescription qui, d'après la loi du pays où elle a été rendue, peut atteindre la décision à exécuter, à la prescription établie par la loi belge pour toutes les actions (art. 2262 du code civil); aussi, aucune des dispositions légales prises jusqu'ici, en vue de l'exécution en Belgique de jugements étrangers, rendus en matière civile, ne touche-t-elle cette question de la prescription.

En matière pénale, il doit en être autrement. Une décision pourrait n'être atteinte, dans le pays où elle a été rendue, par aucune prescription, y être donc encore exécutoire, réunir les cinq conditions précitées, et porter cependant une condamnation qui serait prescrite d'après la loi belge, plus favorable, à cet égard, que la loi étrangère.

Par analogie de l'article 7 de la loi du 15 mars 1874, l'article 3 proposé écarte, dans ce cas, la demande d'exequatur.

La reconnaissance de l'existence des conditions exigées et l'exequatur de la décision doivent appartenir à une juridiction belge. La rapidité désirable de la procédure envisagée paraît devoir faire conférer cette charge à la juridiction rapide et peu coûteuse des référés. (art. 2 et 3).

Quel sera le juge des référés territorialement compétent ?

La convention de 1909 répond : celui du lieu où l'exécution doit être poursuivie. Cette formule paraît peu heureuse : ce lieu peut être incertain, l'exécution peut devoir être poursuivie dans plusieurs lieux.

Il semble expédient de donner, en tout cas, compétence au président du tribunal civil d'Anvers. Dans un pays dont le territoire est peu vaste et où les communications sont particulièrement aisées, l'indication du même juge pour connaître de toutes les affaires, d'ailleurs nécessairement peu nombreuses, auxquelles le projet s'applique, ne présente aucun inconvénient et offre le grand avantage d'écartier la possibilité des discussions et des controverses. On a choisi le siège d'Anvers, parce qu'il a paru que les intéressés, étant surtout des bateliers, y auraient un accès plus aisé.

Le renvoi exprès que fait l'article 3 aux lois de procédure en matière de référés civils, a cette portée notamment d'écartier la possibilité de l'opposition contre les ordonnances du président, mais d'admettre l'appel, suivant les formes et les restrictions auxquelles il est soumis à l'égard des ordonnances de référés.

Capacité est conférée pour intenter la demande d'exequatur à la partie intéressée, s'il s'agit d'une décision en matière civile; au ministère public, quand il s'agit de décisions en matière pénale. Son intervention dans le second cas est indispensable; elle ne se justifierait pas dans le premier, aucun intérêt d'ordre public n'étant en jeu.

Il résulte de l'article 39 du traité que les décisions des juridictions qu'il institue ne doivent entraîner aucun frais d'enregistrement, de timbre, ni de greffe pour les parties. C'est pourquoi les procédures d'exequatur en sont exemptées. (art. 4).

L'article 5 règle le mode de perception, en Belgique, des amendes prononcées par les décisions qui y sont revêtues de l'exequatur et des frais y afférents. Cette perception se fait comme s'il s'agissait d'une condamnation à l'amende et aux frais prononcés par une juridiction correctionnelle belge. L'administration de l'enregistrement et des domaines doit nécessairement tenir compte des sommes par elles reçues à la caisse à laquelle elles reviennent d'après la convention.

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 MAART 1928.

Wetsontwerp

betreffende de ten uitvoerlegging in België van de beslissingen van de rechtsmachten, ingesteld bij de Overeenkomst van Mannheim van 17 October 1868, gewijzigd en voor België geldig gemaakt bij deel XII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I.

De Rijnscheepvaart wordt geregeld bij de Overeenkomst van Mannheim:

Die Overeenkomst, die gedagteekend is van 17 October 1868, werd gesloten tusschen : Pruisen, Het Groothertogdom Baden, Beieren, Frankrijk, Het Groothertogdom Hessen en Nederland.

Zij richt onder meer speciale rechtbanken op in localiteiten die aan den Rijn of in de nabijheid van den stroom zijn gelegen (art. 38).

Die rechtbanken berechten, in strafzaken, de inbreuken op de voorschriften aangaande de scheepvaart en de waterpolitie en doen in burgerlijke zaken summiere uitspraak in de geschillen in zake :

- a) de betaling en het bedrag van loods-, kraan-, waag-, haven- en kaaigelden ;
- b) de belemmeringen door particulieren van het gebruik der jaagpaden ;
- c) de schade veroorzaakt door schippers en houtvlotters gedurende de reis of bij het aanleggen ;
- d) de klachten ingebracht tegen eigenaren van trekpaarden gebezigd voor het slepen van schepen, wegens schade aan onroerend goed toegebracht (art. 34).

De artikelen 35 en volgende regelen het rechtsgebied en den vorm der rechtspleging. Hooger beroep wordt ingesteld voor de hoogere rechtbank (art. 37) ingericht in elken oeverstaat (art. 38) of voor een centrale commissie (art. 43).

« Iedere oeverstaat, zegt dit artikel, benoemt een commissaris ter deelneming » aan de gemeenschappelijke beraadslagingen over de zaken de Rijnvaart betreffende. Deze commissarissen vormen de *centrale commissie* ».

Ten slotte, naar luid van artikel 40 : « kunnen de vonnissen door de rechtbanken voor de Rijnvaart in elk der oeverstaten gewezen, in al de andere Staten ten uitvoer worden gelegd, met inachtneming van de vormen voorgeschreven bij de wetten van het land waarin de uitvoering geschiedt ».

II.

Heeft het Verdrag van Versailles (28 Juni 1919, Belgische wet van 15 September 1919, *Staatsblad* van 7 Maart 1920) dien toestand gewijzigd ?

Het civielrechtelijk principieel, dat de overeenkomsten slechts de contracteerende partijen bindt, is toepasselijk in zake volkenrecht. Maar een verdrag kan, ten gevolge van verschillende omstandigheden, toepasselijk worden op Staten, waarmee het oorspronkelijk niet gesloten werd. (Zie : *Répertoire Dalloz*, V°, *Traité international*, n° 125 tot 135 en bijvoegsel, n° 12 en 13.)

Wat wordt er in het Verdrag van Versailles voorzien in verband met het punt waar het hier om gaat ?

Deel XII van het Verdrag, getiteld : *Havens, Waterwegen en Spoorwegen* zet, met betrekking tot de Elbe, den Oder, den Niemen en den Donau, die internationale stroomen verklaard worden (art. 331), een in de art. 332 tot 337 vervat stelsel uiteen :

« Het in artikels 332 tot 337 hierboven uiteengezette stelsel zal, (zoo luidt » art. 338), vervangen worden door datgene welk in eene door de verbonden en » geassocieerde Mogendheden tot stand te brengen en door de Volkenbond goedgekeurde Algemeene Overeenkomst zal bepaald worden, betreffende de waterwegen welke internationaal karakter gezegde Overeenkomst zou erkennen. »

Wat den Rijn betreft, blijft de scheepvaart geregeld door de Overeenkomst van Mannheim in de voorwaarden, vastgesteld bij de art. 354 en volgende van het Verdrag van Versailles.

Wanneer de bij artikel 338 bedoelde Algemeene Overeenkomst zal tot stand zijn gekomen, zal zij op den Rijn toepasselijk zijn en zal zij voorgaan (art. 354).

In afwachting zal de Centrale Commissie, die bij de Overeenkomst van Mannheim is aangesteld, binnen een termijn van zes maanden na het van kracht worden van het Verdrag van Versailles een ontwerp van herziening opmaken in overeenstemming met de Algemeene Overeenkomst indien deze reeds gesloten is. Dat ontwerp zal aan de in de Centrale Commissie vertegenwoordigde Mogendheden voorgelegd worden.

Door het Verdrag van Versailles zelf worden ten andere reeds wijzigingen aan de Overeenkomst van Mannheim gebracht. Onder die wijzigingen (art. 355 tot 362) verklaart namelijk artikel 355 dat de Centrale Commissie, die bij artikel 43 van de Overeenkomst van Mannheim is voorzien, voortaan uit negentien leden zal bestaan, onder wie België twee vertegenwoordigers zal hebben.

En men weet dat die commissie een bijzonder belangrijke opdracht heeft te vervullen, daar zij zich in het algemeen bezighoudt met de zaken betreffende de Rijnvaart en zij ook als rechter kan optreden, vermits zij eventueel uitspraak doet in hooger beroep.

Het Verdrag van Versailles voorziet eveneens onder de wijzigingen, die onmiddellijk aan de Overeenkomst van Mannheim aangebracht worden, het recht voor

België, om gedurende vijf en twintig jaar, te rekenen van het van kracht worden van het Verdrag, ter hoogte van Ruhrort een bevaarbaren waterweg met groote doorsnede Rijn-Maas te bouwen.

Van het oogenblik af dat de bepalingen van het Verdrag van Versailles tot een Belgische wet geworden zijn, is België dus partij in de Overeenkomst van Mannheim, hetgeen in zich sluit dat de woorden « *Oeverstaten* » in artikel 40 van die Overeenkomst moeten worden uitgelegd in den zin van « *Verdragsluitende Staten* » of « *in de Centrale Commissie vertegenwoordigde Staten* ».

III.

Als die oplossing is aangenomen, dient er nagegaan welke schikkingen het past te nemen opdat de beslissingen van de Rijnlandsche rechtbanken in België uitvoerbaar zouden zijn.

Die schikkingen moeten bij een wet ingevoerd worden. Alleen een wet kan verklaren dat buitenlandsche vonnissen in België executoire kracht hebben en de voorwaarden regelen voor het verleenen van die executoire kracht.

De voorgestelde wet steunt op den tekst van artikel 10 der wet van 28 Maart 1876 en van de artikels 11 en 12 van de Fransch-Belgische Overeenkomst van 8 Juli 1909, goedgekeurd bij de wet van 31 Maart 1900.

Zooals in de bepalingen van de wet van 1876 en van de Overeenkomst van 1909, gaat het er in de te maken wet inderdaad om, de executoire kracht in België te regelen van vonnissen die door andere rechtsmachten dan die van ons land zijn geweest, maar, die het vertrouwen genieten waarvan België, door het Verdrag zelf, te hunnen opzichte heeft doen blijken.

Opdat aan die vonnissen kracht van gewijsde en executoire kracht in België worde toegekend, dienen daarom slechts de vijf voorwaarden vereenigd, welke voorzien zijn in artikel 10 van de wet van 1876 en artikel 11 van de Overeenkomst van 1909, welke voorwaarden in het voorgesteld artikel 1, *mutatis mutandis*, andermaal worden vermeld.

Gaat het om de uitvoerbaarverklaring van een vonnis in strafzaken, dan moet één voorwaarde méér worden geëischt.

In burgerlijke zaken geldt voor het verzoek om uitvoerbaarverklaring, afgezien van de verjaring die volgens de wet van het land waar het geweest werd, het uit te voeren vonnis treffen kan, de bij de Belgische wet voor alle vorderingen voorzène verjaring (art. 2262 van het Burgerlijk Wetboek); derhalve raakt geen enkele van de tot nog toe genomen wetsbeschikkingen, met het oog op de uitvoering in België van in het buitenland in burgerlijke zaken geweest vonnissen dat vraagstuk van de verjaring aan.

In strafzaken moet dit anders zijn. Een vonnis zou in het land waar het geweest werd, niet kunnen verjaard zijn, er dan ook nog uitvoerbaar zijn, de vijf bovengemelde voorwaarden vereenigen en nochtans een veroordeeling inhouden die, volgens de Belgische wet, te dien opzichte gunstiger dan de buitenlandsche, reeds zou verjaard zijn.

Bij analogie met artikel 7 van de wet van 15 Maart 1874, wijst het voorgesteld artikel 3 in dat geval, het verzoek om uitvoerbaarverklaring af.

De erkenning van het bestaan van de vereischte voorwaarden en de uitvoerbaarverklaring van het vonnis moeten tot de bevoegdheid van een Belgisch rechter behooren. Ter bevordering van de gewenschte spoedige afwikkeling der in het vooruitzicht gestelde procedure, lijkt die taak te moeten opgedragen wor-

den aan de snelle en weinig kostbare rechtsmachten in kort geding (artt. 2 en 3).

Aan welken rechter in kortgeding zal de territoriale bevoegdheid worden opgedragen ?

De Overeenkomst van 1909 antwoordt : aan dien van de plaats waar de ten uitvoerlegging moet vervolgd worden. Die formule lijkt niet zeer gelukkig : die plaats kan onzeker zijn, en het is ook mogelijk dat de ten uitvoerlegging op verschillende plaatsen moet vervolgd worden.

De beste oplossing lijkt daarin te bestaan dat, in elk geval, de bevoegdheid wordt verleend aan den voorzitter van de burgerlijke rechtbank te Antwerpen. In een land waarvan het grondgebied niet zeer uitgestrekt is en waar het verkeer buitengewoon gemakkelijk is, kan er geen bezwaar aan verbonden zijn, als een zelfden rechter wordt aangeduid om kennis te nemen van al de trouwens noodzakelijkerwijs niet zoo talrijke zaken, waarop het ontwerp van toepassing is ; bovendien biedt die regeling het groot voordeel, discussies en betwistingen onmogelijk te maken. Als zetel werd Antwerpen gekozen, omdat die stad door de belanghebbenden, meestal schippers, blijkbaar gemakkelijker te bereiken is.

De bij artikel 3 gedane uitdrukkelijke verwijzing naar de wetten op de rechtspleging in burgerlijke kortgedingen heeft onder meer de beteekenis dat de mogelijkheid wordt van kant gezet om tegen de presidiale beschikkingen in verzet te komen, terwijl aangenomen wordt dat in hooger beroep wordt gegaan met inachtneming van de vormen en de beperkingen, die daarbij gelden ten opzichte van de beschikkingen in kortgeding.

Aan de betrokken partij wordt de bevoegdheid verleend om het verzoek tot uitvoerbaarverklaring aanhangig te maken wanneer het een vonnis in burgerlijke zaken geldt ; zij wordt aan het openbaar ministerie verleend, wanneer het vonnissen in strafzaken geldt : Een optreden van het openbaar ministerie is in het tweede geval volstrekt noodzakelijk ; het zou in het eerste geval niet te verantwoorden zijn, daar er geen enkel belang van openbare orde mede gemoeid is.

Uit artikel 59 van het Verdrag blijkt dat de vonnissen van de rechtsmachten, die daarbij ingesteld worden, geen aanleiding moeten geven tot eenigerlei registratie-, zegel- of griffiekosten ten laste van partijen. Daarom zijn de procedures inzake uitvoerbaarverklaring daarvan vrijgesteld (art. 4).

Bij artikel 5 wordt de wijze geregeld waarop in België de geldboeten geïnd zullen worden, die opgelegd werden door de aldaar voor uitvoerbaar verklaarde vonnissen, met de kosten, die daarbij hooren.

Die invordering geschiedt alsof het gold een veroordeeling tot een geldboete en tot kosten uitgesproken door eene Belgische correctioneële rechtsmacht.

Van de door hem geïnde bedragen moet het beheer van registratie en domeinen noodzakelijkerwijze rekening houden ten behoeve van de kas, waaraan zij volgens de overeenkomst toekomen.

De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

(I)

(N^o 147. — ANNEXE. — Bijlage).

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

relatif à l'exécution en Belgique des décisions des juridictions instituées par la Convention de Mannheim, du 17 octobre 1868, modifiée et rendue commune à la Belgique par la partie XII du Traité de Versailles du 28 juin 1919.

WETSONTWERP

betreffende de ten uitvoerlegging in België van de beslissingen van de rechtsmachten ingesteld bij de Overeenkomst van Mannheim van 17 October 1868, gewijzigd en voor België geldig gemaakt bij deel XII van het Verdrag van Versailles op 22 Juni 1919.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les décisions rendues par les juridictions instituées par la convention de Mannheim, du 17 octobre 1868, modifiée et rendue commune à la Belgique par la partie XII du traité de Versailles, du 28 juin 1919, ont, en Belgique, l'autorité de la chose jugée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1^o) que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public belge ;

2^o) que, d'après les dispositions de la convention, elle soit passée en force de chose jugée ;

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De beslissingen gewezen door de rechtsmachten die ingesteld zijn bij de Overeenkomst van Mannheim van 17 October 1868, gewijzigd en voor België geldig gemaakt bij deel XII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, hebben in België kracht van gewijsde, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o) Dat de beslissing niets inhoudt dat strijdig is met de openbare orde of met de grondbeginselen van het Belgisch Staatsrecht ;

2^o) Dat zij naar de bepalingen van de overeenkomst kracht van gewijsde heeft verkregen ;

3°) que, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, l'expédition qui en est produite réquise les conditions nécessaires à son authenticité ;

4°) que les droits de la défense aient été respectés ;

5°) que les règles de compétence de la juridiction qui l'a rendue n'aient pas été méconnues.

ART. 2.

Les décisions peuvent être mises à exécution en Belgique, après y avoir été déclarées exécutoires.

L'exequatur est accordé par le président du tribunal de première instance d'Anvers.

Il a effet dans toute l'étendue du territoire.

ART. 3.

Le président est saisi de la demande d'exequatur, s'il s'agit d'une décision en matière pénale, par assignation du ministère public et, s'il s'agit d'une décision en matière civile, par assignation de la partie intéressée.

Il statue suivant les règles établies par les lois de procédure en matière de référés civils.

Son examen ne porte que sur les points énumérés dans l'article premier.

Toutefois, l'exequatur d'une décision en matière pénale n'est pas accordé si la prescription de la peine est acquise d'après les lois belges.

ART. 4.

Les actes faits ou produits, les ordonnances ou les arrêts rendus en

3°) Dat het afschrift hetwelk er van overgelegd wordt, naar de wet van het land waar de beslissing werd gegeven voldoet aan de voorwaarden noodig voor hare echtheid ;

4°) Dat de rechten van de verdediging geëerbiedigd zijn geworden ;

5°) Dat de regelen met betrekking tot de competentie van den rechter die de beslissing heeft gewezen niet geschonden zijn.

ART. 2.

De beslissingen kunnen in België ten uitvoer worden gelegd nadat zij aldaar uitvoerbaar werden verklaard.

De uitvoerbaarverklaring wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank van 1^{er} aanleg te Antwerpen.

Zij geldt voor heel de uitgestrektheid van het grondgebied.

ART. 3.

Het verzoek tot het bekomen van de uitvoerbaarverklaring wordt bij den voorzitter aanhangig gemaakt bij dagvaarding door het openbaar ministerie wanneer het een beslissing in strafzaken geldt, en bij dagvaarding door de betrokken partij, wanneer het een beslissing in burgerlijke zaken geldt.

De voorzitter doet uitspraak volgens de regels vastgesteld bij de wetten betreffende de rechtspleging in zake burgerlijk kort geding.

Zijn onderzoek gaat slechts over de bij artikel 1 vermelde punten.

Nochtans wordt de uitvoerbaarverklaring van een beslissing in strafzaken niet verleend indien de verjaring van de straf volgens de Belgische wet verkregen is.

ART. 4.

De opgemaakte of overgelegde akten, de bevelschriften of de arresten ter

exécution de la présente loi et les expédition des dites ordonnances et arrêts, ainsi que leurs significations, sont exempts de timbres d'enregistrement et de droits de greffe.

ART. 5.

L'amende prononcée par une décision en matière pénale, rendue exécutoire conformément à la présente loi, ainsi que les frais, sont recouverts au nom du ministère public par l'administration de l'enregistrement et des domaines, conformément au règlement général sur les frais de justice en matière répressive du 1^{er} septembre 1920.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1928.

voldoening aan deze wet verleend, de uitgiften van deze bevelschriften en arresten, alsmede hun beteekeningen zijn vrijgesteld van registratiezegels en van greffierechten.

ART. 5.

De geldboete opgelegd door een beslissing in strafzaken, die overeenkomstig deze wet uitvoerbaar wordt verklaard, alsmede de kosten, worden in naam van het openbaar ministerie door het beheer der registratie en der domeinen geïnd, overeenkomstig het algemeen reglement van 1 September 1920 op de gerechtskosten in strafzaken.

Gegeven te Brussel, den 9^{en} Maart 1928.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON